

Monsieur le vice-président de la République des Seychelles,

Monsieur le président du Conseil de la Commission de l'océan Indien, cher collègue,

Monsieur le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé des Comoriens de l'étranger de l'Union des Comores,

Monsieur le ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar,

Monsieur le président du Conseil régional de La Réunion, chef de la délégation française,

Monsieur le Secrétaire général de la COI,

Mesdames, Messieurs les représentants des membres observateurs auprès de la COI,

Mesdames, Messieurs les membres du corps diplomatique, des organisations d'aide au développement et des partenaires techniques et financiers,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

C'est une nouvelle fois pour moi un honneur et un plaisir de participer en tant que chef de la délégation mauricienne au Conseil des ministres de la COI. C'est un honneur parce que le Conseil est un moment fort du calendrier diplomatique régional lors duquel nos Etats

réaffirment leur attachement à la coopération ainsi que leur volonté à œuvrer ensemble pour le développement de la région. C'est un plaisir aussi parce que ce rendez-vous est avant tout fraternel et empreint de solidarité.

En occupant la présidence du Conseil de la COI, la République de Maurice a réaffirmé son engagement pour la cause régionale. Je tiens ici à souligner le rôle actif de mon collègue le ministre des Affaires étrangères qui a su mobiliser le premier ministre et les membres du gouvernement dans les axes d'intervention de la COI. Cher ami, je crois que nous devons tous vous féliciter chaleureusement pour votre action à la présidence de la COI, une présidence qui s'est voulue ambitieuse, forte, impliquée et soucieuse de renforcer toujours plus notre organisation dans sa structure et son action.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, le gouvernement de la République de Maurice s'est engagé dans un vaste chantier de transformation économique et social du pays. Notre objectif est d'amener notre pays vers le statut de pays à revenu élevé, disposant d'une économie solide, résiliente et pourvoyeuse d'emplois de qualité, d'un environnement préservé et géré avec responsabilité, et, surtout, d'un peuple épanoui dans sa diversité et confiant dans l'avenir.

Cette ambition mauricienne touche aussi la région car notre gouvernement entend toujours raffermir les liens naturels qui rapprochent nos îles. C'est ainsi que nous avons dynamisé les relations bilatérales avec chacun des Etats membres de la COI parce que nous sommes conscients que nous partageons un même destin. Et à

travers la COI, nous agissons concrètement dans des domaines d'intérêt commun qui permettent à chacun de nos Etats de poursuivre son parcours de développement qui se doit de répondre aussi à la réalisation des Objectifs du développement durable à l'horizon 2030.

Parmi les sujets que nous aurons à aborder durant notre Conseil des ministres, il me semble que certains d'entre eux méritent une attention particulière.

Il y a les demandes d'accession au statut de membre observateur qui, comme le disait le Secrétaire général de la COI, témoignent de l'attractivité de l'organisation et, j'ajouterai, de la région elle-même. Il me semble que nous devons examiner ces demandes avec sérieux car il n'est pas ici question d'accueillir de nouveaux membres dans un club mais de nouer des relations solides et fructueuses pour le développement de la région. Ceci soulève également la question de l'évolution de la COI : De quelle COI voulons-nous pour demain ? Comment envisage-t-on la coopération dans les moyen et long termes ? Les symboles flattent les émotions, or, je crois que nous avons besoin de concret pour renforcer la structure pour qu'elle réponde à nos besoins.

Dans le secteur large de l'environnement, je tiens à féliciter l'action de la COI qui permet à chacun de nos Etats de renforcer leurs compétences nationales de gestion et de suivi des milieux marins et côtiers. Le patrimoine naturel de nos îles est à la base même de notre compétitivité touristique et aussi du bien-être de nos populations. Le gouvernement de Maurice reste très attaché à la protection de la biodiversité et au nécessaire équilibre entre développement économique et préservation de l'environnement à laquelle d'ailleurs

participent grandement les organisations de la société civile et aussi le secteur privé.

J'ai eu le plaisir aussi d'apprendre que la COI et l'Union européenne ont cofinancé des projets d'énergie renouvelables très concrets qui permettent d'apporter de l'électricité dans des zones rurales reculées de Madagascar, de renforcer la filière ylang-ylang de manière durable aux Comores ou encore de produire de l'eau potable grâce au solaire à Rodrigues. La vraie valeur ajoutée de la coopération régionale est là, quand elle est visible et palpable sur le terrain, qu'elle bénéficie directement aux populations pour lesquelles nous œuvrons. J'appelle ainsi la COI et les partenaires techniques et financiers à conduire encore plus d'actions de ce style.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez tous, la constitution d'un grand marché sous l'égide de la Tripartite est en passe de changer le paysage économique et commercial de toute la grande région. La COI doit continuer de soutenir nos îles de l'océan Indien pour que nos intérêts soient entendus et respectés. Notre avenir est lié à celui de tout notre continent et Maurice s'est ainsi engagé dans une stratégie africaine qui vise à partager nos expertises, à trouver de nouveaux relais de croissance et à faire le lien entre le monde et notre continent.

La réforme de la politique étrangère enclenchée par mon collègue va dans ce sens. Il en est de même de la politique nationale pour le développement de l'économie océanique qui mobilise l'ensemble des ministères techniques.

Cette priorité nationale en est une que partagent tous nos Etats régionaux. Et là encore, la COI a un rôle grandissant à jouer au-delà de la pêche ou de la gestion durable des zones marines. La conférence ministérielle sur la sécurité maritime voulue par le président de la COI a été un marqueur fort de notre volonté d'agir pour la stabilité régionale mais aussi de notre désir partagé d'assurer la base même du développement de l'économie océanique.

Mesdames, Messieurs,

J'ai déjà été bien assez long. Aussi, je terminerai en formulant des remerciements chaleureux à l'endroit des partenaires de la COI pour le soutien aux actions dans des domaines très variés du développement, que ce soit en santé, en sécurité, en entrepreneuriat ou encore en gestion de l'environnement. Je remercie aussi le Secrétaire général, les officiers permanents de liaison et tout le personnel de la COI pour leur engagement à traduire dans les faits l'ambition des Etats exprimée lors des Conseil. Je tiens enfin à réitérer mes félicitations à mon collègue pour son excellente présidence ce qui m'amène aussi à souhaiter plein succès à notre Frère seychellois pour son mandat à venir et pour lequel, j'en suis sûr, les Seychelles feront preuve d'un dynamisme tout aussi fédérateur.